



Fédération de l'Isère

46 rue Mallifaud  
38000 Grenoble  
Tél : 04 76 47 91 25  
Fax : 04 76 47 66 52

Parti Socialiste

[www.ps38.org](http://www.ps38.org)

[fede38@parti-socialiste.fr](mailto:fede38@parti-socialiste.fr)

Monsieur Jean GIARD, Président  
**Association ALERTES**  
La Grange du Château  
8 rue du Château  
38320 EYBENS

Grenoble le 26 mai 2009

Monsieur le Président

Nous avons bien reçu votre courrier du 30 avril 2009 concernant la mise en place du 5<sup>ème</sup> risque de protection sociale, et dans laquelle vous désirez connaître la position et les propositions du Parti Socialiste.

Nous vous remercions tout d'abord pour votre action exemplaire regroupant de nombreux acteurs du secteur gérontologique et développant des initiatives citoyennes à la fois vigilantes et innovantes.

Comme il s'y était engagé lors de la campagne présidentielle et depuis son dernier congrès, notre Parti Socialiste attache une place plus grande à la question du vieillissement de la société française et de la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Cela s'est traduit notamment par la création pour la première fois d'un Secrétariat national « Personnes âgées, handicap et dépendances » confié à Charlotte BRUN et par l'organisation de réunions de commissions nationales sur ces sujets.

La question de la dépendance qui avait été prise à bras le corps par le gouvernement JOSPIN et Paulette GUINCHARD-KUNSTLER secrétaire d'état aux personnes âgées est en panne. Tout a été mis en oeuvre par les majorités de droite successives pour flétrir ce dispositif. L'Etat se désengage sans cesse depuis 2002 au risque d'aggraver les inégalités territoriales. En dépit de discours sur le 5ème risque, la question de la dépendance dépend essentiellement de la bonne volonté des collectivités départementales. Alors que le financement de l'APA prévoyait un équilibre 50/50 entre l'Etat et les départements, elle est aujourd'hui financée à 72 % par les conseils généraux !

La réflexion nationale du parti sur une politique de la dépendance et de la perte d'autonomie liée à l'âge prend en compte quatre groupes de personnes : les personnes âgées, les aidants (souvent oubliés), les personnels de vie et les personnels de santé.

La politique gouvernementale agit comme un étai aggravant l'insuffisance en personnel de santé, médical, paramédical et d'assistance.

Les besoins numériques en matière d'emplois à pourvoir dans le secteur de l'aide au soutien à domicile aux personnes âgées au cours de la prochaine décennie sont immenses. La revalorisation de ces métiers difficiles, par de meilleures rémunérations, l'augmentation du nombre de postes et l'adaptation de notre système de formation, est indispensable. L'axe de notre politique consiste à assurer le plus longtemps possible le maintien à domicile afin de concilier prise en compte de la dépendance et aspiration légitime à l'autonomie.

Pour traiter convenablement la question du vieillissement, il faut certes réfléchir au 5ème risque, ou plutôt à la 5ème branche de la Sécurité sociale, mais également parler de l'impact de l'allongement de la vie, en terme de santé, de logement, de pouvoir d'achat, évoquer les retraites et le problème de la fin de vie. Au lieu de préparer une grande loi ambitieuse et pluriannuelle sur le vieillissement dans notre pays, le gouvernement a préféré concocter en silence un projet de loi sur le 5ème risque qui pourrait constituer un recul sans précédent. Le nombre croissant de personnes âgées dépendantes justifie une réflexion sur la création d'un cinquième risque. Pour ce qui est des personnes handicapées avançant en âge nous restons très réservés. Le projet de loi ne doit pas être le paravent de reculs.

Alors que le gouvernement envisage d'ouvrir la voie aux assurances privées et/ou au recours sur succession, nous devons veiller à ce que la prise en charge de la dépendance respecte les règles

essentielles de la solidarité nationale. La question du financement solidaire de la perte d'autonomie est donc majeure.

**En Isère également** la prise de conscience de l'importance grandissante de ces questions s'est traduite par la mise en place pour la première fois d'un secrétariat fédéral en charge des « Personnes Handicapées et des Personnes âgées » s'appuyant sur des militants impliqués dans le secteur associatif.

Ainsi Jean-Claude CHERHAL, le secrétaire fédéral concerné et Jean-Paul GOUTTENOIRE, responsable du secteur du handicap en lien avec Gisèle PEREZ, vice-présidente du Conseil Général chargée de la solidarité et d'autres élus du département ont déjà pu réunir une commission fédérale de travail à trois reprises depuis le début de cette année pour développer la mobilisation de nos militants sur ces questions et organiser des rencontres et échanges avec les partenaires syndicaux, associatifs et professionnels de ces secteurs.

Cette commission a mis au point une importante contribution publiée sous le titre évocateur « Le 5ème risque, un enjeu fondamental pour les socialistes, mobilisons-nous ! ». Elle réprecise les valeurs qui sont les nôtres dont :

- La suppression de la barrière des âges pour les personnes en situation de handicap,
- La réforme de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) pour revenir au financement 50 – 50 entre Etat et Département et à une solidarité entre départements pour la part leur restant selon une clé juste de répartition,
- Le rôle de la CNSA, nous sommes très inquiet sur son devenir
- L'élargissement du financement de la protection sociale et des retraites pour prendre en compte l'évolution de la structure des revenus depuis la création de la Sécurité Sociale et faire cotiser sur tous les revenus y compris boursiers et immobiliers
- La reconnaissance de la notion de Services sociaux d'intérêt général dans le cadre européen, pour les spécificités concernant notamment le secteur des établissements médico-sociaux et de l'aide à domicile associative,
- Repenser un vrai espace de concertation, par la réforme des CODERPA, CNRPA, CDCPH, CNCPH et la reconnaissance de l'implication des syndicats.

Nous ne partageons pas les choix budgétaires fait depuis l'élection du Président Nicolas SARKOZY en particulier concernant le paquet fiscal, ni ses perspectives d'un financement assurantiel de la perte d'autonomie.

Nous devons mettre un frein à la logique des mesures, toujours pénalisantes pour les plus fragiles, parce que nous portons un autre regard sur la Personne âgée, la Personne handicapée et le partage des richesses que cela nécessite.

L'ensemble des forces politiques, sociales et associatives ont intérêt **à agir de concert pour convaincre l'opinion** que d'autres choix de progrès social et développement durable sont possibles au nom de l'humanisme et de la fraternité.

Pour sa part, la Fédération va mener une action de sensibilisation de nos élus isérois sur l'importance de ces enjeux ainsi que la préparation de supports d'information pour nos sections et avec notre nouveau site web.

La commission réfléchit également à l'organisation d'une réunion publique iséroise après l'été avec la participation de responsables socialistes nationaux.

Nous sommes prêts à soutenir les actions citoyennes locales et départementales allant dans le sens de ce grand débat national et à en parler ensemble si vous le souhaitez.

Recevez Monsieur le Président, l'expression de nos salutations sincères les plus cordiales.

**Erwann BINET**, Premier secrétaire fédéral

et Francis PERNOIS, Secrétaire fédéral à la coordination des Activités thématiques